

RCS : BOBIGNY Code greffe : 9301

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BOBIGNY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2015 B 06386 Numéro SIREN : 383 110 509 Nom ou dénomination : France Active Investissement
--

Ce dépôt a été enregistré le 10/06/2022 sous le numéro de dépôt 12729

FRANCE ACTIVE INVESTISSEMENT

Société par actions simplifiée au capital de 295.770.624 €

Tour Cityscope
3, rue Franklin
93100 MONTREUIL

383 110 509 RCS BOBIGNY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2021

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux actionnaires de la Société France Active Investissement,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société France Active Investissement relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Exercice clos le 31 décembre 2021

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme il est mentionné dans la note 3.12 de l'annexe, relative aux « immobilisations financières », votre société constitue des provisions pour dépréciations des titres et prêts participatifs. Nous avons examiné le caractère raisonnable des estimations retenues pour évaluer la valeur d'inventaire et les risques encourus par votre société.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-6 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

Exercice clos le 31 décembre 2021

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Vincennes, le 10 mai 2022

SEC3
représentée par :



Jean-Philippe HOREN

BILAN ACTIF au 31/12/2021				
RUBRIQUES	BRUT	AMORT. & PROV.	Net au 31/12/2021	Net au 31/12/2020
Immobilisations incorporelles	316 698	258 556	58 141	82 029
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	263 262	258 556	4 705	28 593
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours	53 436		53 436	53 436
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	1 040	1 040	0	42 137
Terrains				
Constructions				
Inst. techniques, matériel & outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	1 040	1 040		42 137
Immobilisations grevées de droit				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières	235 847 355	13 804 110	222 043 246	220 934 273
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	13 744 039	1 732 911	12 011 128	7 162 488
Créances rattachées à des participations	1 103 938	418 855	685 083	743 041
Autres titres immobilisés	91 676 588	2 487 208	89 189 380	90 936 140
Prêts	129 322 791	9 165 136	120 157 655	122 092 604
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	236 165 094	14 063 707	222 101 387	221 058 440
Stocks et En-Cours	0	0	0	0
Mat. prem et autres approvisionnements				
En cours de production biens et de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Créances	697 244	0	697 244	811 306
Créances clients et comptes rattachés	0	0		
Autres créances	697 244		697 244	811 306
Capital souscrit appelé non versé				
Disponibilités et Divers	96 535 331	0	96 535 331	56 610 983
Valeurs mobilières de placement	12 196 034	0	12 196 034	12 199 908
Disponibilités	83 703 124		83 703 124	43 124 353
Produits à recevoir	636 133		636 133	1 286 723
Charges constatées d'avance	40		40	
ACTIF CIRCULANT	97 232 575	0	97 232 575	57 422 290
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	333 397 669	14 063 707	319 333 962	278 480 729

BILAN PASSIF au 31/12/2021

RUBRIQUES	Net au 31/12/2021	Net au 31/12/2020
Situation nette	310 050 849	267 220 926
Capital social ou individuel dont versé	295 770 624	254 735 718
Primes d'émission, de fusion, d'apport	2 913 260	2 175 922
Ecart de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale	613 292	613 292
Réserves statutaires ou contractuelles	7 838 556	7 838 556
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	1 857 437	2 879 086
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	1 057 680	-1 021 648
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	310 050 849	267 220 926
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	0	0
Provisions pour charges	17 892	23 955
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	17 892	23 955
Dettes financières	3 827 177	4 608 620
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 827 177	4 608 620
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes diverses	5 438 044	6 627 229
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	131 825	110 328
Dettes fiscales et sociales	320 032	159 952
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 986 188	6 356 949
Autres dettes		
Produits constatés d'avance	0	0
DETTES	9 265 221	11 235 849
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	319 333 962	278 480 729

COMPTES ANNUELS 31/12/2021

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2021		
RUBRIQUES	Net au 31/12/2021	Net au 31/12/2020
Vente de marchandises		
Production vendue de biens		
Production vendue de services		
Montant net du chiffre d'affaires		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	0	0
Reprise sur provisions & amortissements, transferts de charges	6 063	1 189
Autres produits	1 681 712	1 576 102
PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 687 775	1 577 291
Charges externes	957 361	691 502
Achats de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0	0
Autres achats et charges externes	957 361	691 502
Impôts, taxes et versements assimilés	24 431	18 259
Charges de personnel	1 852 212	1 873 523
Salaires et traitements	1 852 212	1 873 523
Charges sociales	0	0
Dotations aux amortissements et aux provisions	33 679	44 774
Dotations aux amortissements sur immobilisations	33 679	41 582
Dotations aux provisions sur immobilisations	0	0
Dotations aux provisions sur actif circulant	0	0
Dotations aux provisions pour risques et charges	0	3 192
Autres charges	750 801	682 932
CHARGES D'EXPLOITATION (II)	3 618 483	3 310 989
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	(1 930 709)	(1 733 698)
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Excédent attribué ou déficit transféré		
Déficit supporté ou Excédent transféré		
Produits Financiers	10 402 777	8 443 416
De participations	289 862	51 124
D'autres val.mob et créances de l'actif immobilisé	4 702 710	5 154 467
Autres intérêts et produits assimilés	0	0
Reprises sur provisions et transferts de charges	5 410 205	3 237 825
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
Charges Financières	5 418 745	7 372 262
Dotations financières amortissements et provisions	5 418 745	6 768 243
Intérêts et charges assimilées	0	604 019
Autres charges financières	0	0
Charges nettes s/cession de valeurs mobilières de placement	0	0
RESULTAT FINANCIER (III)	4 984 032	1 071 155
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III)	3 053 323	-662 543
Produits exceptionnels	0	244 141
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	244 141
Produits exceptionnels sur opérations en capital	0	0
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Charges exceptionnelles	1 518 647	888 122
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 486 301	884 622
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0	3 500
Dotations exceptionnelles amortissements et provisions	32 346	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(1 518 647)	(643 981)
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	476 997	-284 876
TOTAL DES PRODUITS	12 090 551	10 264 848
TOTAL DES CHARGES	11 032 871	11 286 496
EXCEDENT OU DEFICIT	1 057 680	(1 021 648)

1. FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

2021 est une année de transition pour le réseau France Active dans son action : les équipes du réseau ont été encore largement mobilisées sur le suivi du portefeuille, l'accompagnement et la recherche de solutions pour les entreprises fragilisées, la mise en œuvre de dispositifs d'urgence et de soutien en trésorerie.

2021 est aussi une année de reprise forte de la création d'entreprise. Le réseau a donc en même temps assuré sa mission en direction des nouveaux entrepreneurs, en veillant particulièrement à la protection des plus fragiles.

2021 a aussi été une année de forte collecte de l'épargne solidaire pour France Active investissement (près de 43 M€) qui ouvre de vraies potentialités de développement de l'activité et de soutien des entrepreneurs les plus engagés.

Un travail de revue du portefeuille des contentieux a également été réalisé et des passages en perte liés à la clôture de dossiers ont été comptabilisés pour un montant de 1 486 301 €.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Conventions générales comptables appliquées

Les comptes annuels de la société ont été élaboré et présenté conformément aux dispositions des articles L.123-12 à L.123-28 du code de commerce et du règlement ANC n°2016-07 du 26/12/2016 et des règlements du Conseil de la Réglementation Comptable (CRC) en vigueur, dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, sous réserve des observations portées au paragraphe suivant, « Changement de méthodes, d'estimation et de modalités d'application » ;
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

2.2. Changements de méthodes, d'estimation et de modalités d'application

Aucun changement de méthode n'est intervenu sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021

2.3. Evènements postérieurs à l'arrêté

Fort du développement de la collecte de l'épargne solidaire, France Active investissement fait évoluer son offre de manière à pouvoir soutenir la création d'entreprises par des entrepreneurs engagés et le rebond des entreprises de l'économie sociale et solidaire. Les perspectives de développement de l'activité sont de l'ordre de 15%

Par contre, le contexte reste incertain avec la persistance de formes de coronavirus voire inquiétant avec la guerre en Ukraine.

Dans ce contexte, France Active Investissement poursuit son activité au regard de son objet social et en lien avec ses différents partenaires publics et privés.

La continuité d'exploitation de l'association n'est pas remise en cause.

Toutefois, la situation est extrêmement évolutive et, à ce stade, il n'est pas possible d'en estimer tous les potentiels impacts.

2.4. Participation aux frais de fonctionnement du groupement d'employeurs GEFA

⇒ Responsabilité et solidarité entre membres du groupement

FAI, membre utilisateur adhérent du groupement d'employeurs est responsable, pour chaque salarié mis à disposition, des conditions d'exécution du travail telles que déterminées par les dispositions légales en vigueur, la convention collective applicable au sein du Groupement (durée du travail, repos hebdomadaire, jours fériés et liés à la réduction du temps de travail, à l'hygiène et à la sécurité, accidents du travail...). Conformément à la loi du 25 juillet 1985, tous les membres du Groupement sont solidairement responsables des dettes salariales et sociales du Groupement

⇒ Incidences comptables et impact sur la présentation des comptes intermédiaires

Compte tenu de la responsabilité vis-à-vis des salariés et de la solidarité qui demeurent à l'égard des membres d'un groupement d'employeurs utilisateurs (cf. ci-dessus), les contributions financières versées à GEFA ont été ventilées et inscrites dans les comptes de FAI en fonction de la nature des dépenses couvertes.

Ces modalités d'enregistrement ont pour conséquence de ventiler la contribution versée par chaque membre du groupement, à raison de l'utilisation réelle des moyens humains mis à sa disposition et des coûts réels supportés par le groupement, dans les postes « Autres achats et Charges externes » de son compte de résultat.

⇒ Répartition des frais de fonctionnement

La répartition des frais de fonctionnement du groupement d'employeurs, pour l'exercice, entre France Active, FAI, France Active Financement et FAG a été effectuée, conformément aux statuts et au règlement intérieur du groupement, et selon des modalités fixées lors des réunions de ses organes directeurs. France Active, FAI, FAG et FAG ont pris acte de cette répartition.

3. NOTES SUR LE BILAN

3.1. ACTIF

3.11. Immobilisations incorporelles et corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire (L) ou dégressif (D) en fonction de la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Immobilisations incorporelles et corporelles	Mode (L/D)	Durée
Logiciels	L	1 à 5 ans
Installations générales & aménagmts	L	10 ans
Matériel de bureau et d'informatique	D	3 ans
Mobilier	L	5 ans

⇒ Tableau des immobilisations incorporelles et corporelles

Tableaux des immobilisations incorporelles, corporelles et financières					
Situation et mouvements Rubriques		A Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	B Augmentations	C Diminutions	D Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				-
	Concessions, brevets & droits similaires	263 261,88			263 261,88
	Autres immobilisations incorporelles	-			-
	Immobilisations incorporelles en cours	53 436,00	9 202,12	9 202,12	53 436,00
	Total 1	316 697,88	9 202,12	9 202,12	316 697,88
	Autres immobilisations incorporelles	-			-
	Immobilisations incorporelles en cours				-
	Total 2	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	Installations générales & aménagmts	97 912,78	-	97 912,78	-
	Matériel de bureau et d'informatique	1 040,41	-	-	1 040,41
	Mobiliers	-			-
	Immobilisations corporelles en cours	-			-
	Total 3	98 953,19	-	97 912,78	1 040,41
Total (1 + 2 + 3)		415 651,07	9 202,12	107 114,90	317 738,29

⇒ Tableau des amortissements

Tableaux des amortissements					
Situation et mouvements Rubriques		A Amortissements cumulés au début de l'exercice	B Augmentations Dotations de l'exercice	C Diminutions d'amortissements de l'exercice	D Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	-	-	-	-
	Concessions, brevets & droits similaires	234 668,76	23 887,68	-	258 556,44
	Total 1	234 668,76	23 887,68	-	258 556,44
	Autres immobilisations incorporelles	-			-
	Immobilisations incorporelles en cours	-			-
	Total 2	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	Installations générales & aménagmts	55 775,55	42 137,23	97 912,78	-
	Matériel de bureau et d'informatique	1 040,41		-	1 040,41
	Mobiliers	-	-	-	-
	Autres	-	-	-	-
	Total 3	56 815,96	42 137,23	97 912,78	1 040,41
Total (1+2+3)		291 484,72	66 024,91	97 912,78	259 596,85

3.12. Immobilisations financières

⇨ Tableau de variation des immobilisations financières

Situation et mouvements		A	B	C	D
Rubriques		Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la fin de la période
Immobilisations Financières ESS					
	PARTICIPATIONS EN CAPITAL				
	Quote-part de capital >=10%	12 248 290,92	1 472 212,81		13 720 503,73
	Quote-part de capital <10%	-			-
	INVESTISSEMENT COMPTE COURANT ASSOCIE	1 151 657,44		63 026,12	1 088 631,32
	TITRES IMMOBILISES - OBLIGATIONS	650 000,00	190 000,00		840 000,00
	PRETS PARTICIPATIFS	88 411 518,40	19 478 955,52	22 254 835,10	85 635 638,82
	PRETS PARTICIPATIFS CAP DEVELOPEMENT	235 254,90		124 772,67	110 482,23
	PRETS BAO NATIXIS	963 491,82		431 713,83	531 777,99
	INTERETS COURUS SUR PRP	257 692,66	130 875,18	257 692,66	130 875,18
	TITRE PARTICIPATIFS	5 310 000,00	1 300 000,00		6 610 000,00
	TITRES ASSOCIATIFS	150 000,00			150 000,00
	OBLIGATIONS CONVERTIBLES	3 133 451,81	724 973,81	349 973,61	3 508 452,01
	IMPACT INVESTING SOUSCRIPTION	2 500 000,00			2 500 000,00
	IMPACT INVESTING - Versements à effectuer sur titres non libérés	-	1 634 348,44	384 963,76	-
	BSA	16 978,45	6 556,83		23 535,28
	TITRES IMMOBILISES - OBLIG REMB EN ACTIONS - ESS		425 000,00		425 000,00
	PRETS PARTICIPATIFS - PIA	1 268 475,19		493 558,16	774 917,03
	INT COURUS SUR OBLIG CONVERTIBLES		22 992,66		22 992,66
	INTERETS COURUS SUR CAP DEV		116,43		116,43
	INTERETS COURUS SUR BAO		17 778,32		17 778,32
	INTERETS COURUS SUR CCA		15 306,71		15 306,71
Total 1		114 662 463,15	24 169 732,03	23 975 572,15	114 856 623,03
Immobilisations Financières Trésorerie					
	CONTRAT AXA	29 830 051,27			29 830 051,27
	INTERETS COURUS SUR CONTRAT AXA	11 657 602,47	633 551,03		12 291 153,50
	SPIRICA	6 000 000,00			6 000 000,00
	NATIXIS LIFE	6 000 000,00			6 000 000,00
	HUMANIS	7 000 000,00			7 000 000,00
	NEUFLIZE	4 000 000,00			4 000 000,00
	BNP MULTICIEL PRIVILEGE 2	4 000 000,00			4 000 000,00
	OBLIGATIONS BPCE	49 118 160,00			49 118 160,00
	INTERETS COURUS SUR AUTRES TIT IMMOBILISES	1 887 611,72	286 373,69		2 173 985,41
	INTERETS COURUS SUR OBLIGATIONS	-			-
	INTERETS COURUS SUR TIT SUBORDONNES	573 957,85	3 424,31		577 382,16
Total 2		120 067 383,31	923 349,03	-	120 990 732,34
Total (1 + 2)		234 729 846,46	25 093 081,06	23 975 572,15	235 847 355,37

Présentation de la méthode de dépréciation des Immobilisations Financières ESS :

France Active Investissement a fait évoluer sa méthodologie de provisionnement en 2019 afin de mieux prendre en compte les éléments contextuels sur le portefeuille d'engagement à l'aide d'une approche sectorielle.

En effet, la méthode appliquée était effectuée sur la base des comptes des entreprises financées en notre possession, à savoir les comptes de 2018. Ce changement de méthode est principalement motivé par la

mise en œuvre d'une approche sectorielle de notre portefeuille afin d'affiner la couverture du risque encouru au regard des événements économiques intervenus depuis fin 2018.

Les taux de provisionnement forfaitaires proposés sont des estimations.

La méthode est appliquée sur les opérations FAI (hors PIA et BAO Mirova/Humanis), par ordre de priorité :

- **Provisionnement des opérations ayant un incident de paiement ou en contentieux :**
 - Incident de paiement : score 7 : provision de 50%
 - Contentieux : provision de 100%
- Ces provisions sont déductibles fiscalement.

Pour rappel, le scoring est composé :

Typologie		Scoring	Détail
Sain		1 à 3	Projet dont le risque est faible
		4	Projet fragile
		5	Projet très fragile Retour en sain après période probatoire
Dégradé	Impayé	6	Impayé < 3 mois
	Douteux	7	Défaut : procédure judiciaire, impayé > 3 mois

- **Provisionnement des dossiers suivis au niveau national :**
Le taux de provisionnement est fonction de l'analyse faite par la Direction Conseil et Investissement de l'Association Nationale. Il s'agit d'évaluer la capacité des entreprises financées à résister à la crise. L'analyse est faite unitairement. Les taux de provisionnement sont de 50% ou 100% pour les structures identifiées avec un risque élevé de défaillance.
- **Provisionnement forfaitaire pour le reste du portefeuille :**
Un taux de provisionnement forfaitaire est appliqué au reste du portefeuille c'est-à-dire les dossiers non contentieux suivi par les Associations Territoriales.
Ce taux est fonction de la combinaison des éléments suivants :
 - 1- Le niveau de risque sectoriel
 - 2- L'ancienneté de l'entreprise financée.

Risque sectoriel :

Les secteurs à risque ont été identifiés à la suite de la revue de portefeuille réalisée par les associations territoriales en 2021.

Le système de notation comporte 5 niveaux :

A - Le projet est sain/stable. Le risque de crédit est non significatif

B - Le projet est sain, mais avec des pistes d'amélioration identifiées

C - Le projet est solide, mais avec quelques points de fragilité identifiés

D - Il existe des inquiétudes sur la pérennité du projet. Le risque de crédit est important

E - La pérennité du projet apparaît compromise à court terme. Le risque de crédit est très important

Ainsi 3 niveaux de risque sectoriel ont été identifiés :

- **Secteurs à risque élevé** : les notes C, D et E représentent plus de 30% de l'encours des structures notées.
- **Secteurs à risque modéré** : les notes C, D et E représentent entre 20% et 30% de l'encours des structures notées.

Ex. de secteur : services à la personne, industrie et sous-traitance industrielle, commerce, agroalimentaire,

- **Secteurs à risque faible** : les notes C, D et E représentent moins de 20% de l'encours des structures notées.

Risque ancienneté :

Le niveau de risque est également pondéré selon ancienneté de l'entreprise financée (en nombre et en montant). Les taux sont plus élevés pour les entreprises de moins de 3 ans d'ancienneté.

Les taux de provisionnement sont :

	ancienneté <3 ans	ancienneté >3 ans
Secteurs orange : risque élevé	30%	20%
Secteurs jaune : risque modéré	20%	10%
Autres secteurs	10%	0%

- Pour les provisions sur secteurs à risque élevé ou à risque modéré, la provision est déductible fiscalement.
- Sur les autres secteurs, la provision n'est pas déductible fiscalement.

Synthèse :

Périmètre	Critères		Provisionnement
Toutes opérations	Scoring 7	Alerte Contentieux	50 % 100 %
Opérations saines avec un suivi individuel par l'AN	Analyse individuelle des risques de faillite de la structure		50% ou 100%
Autres opérations	Provision forfaitaire selon le niveau de risque du secteur et l'ancienneté		10%/20%/30%

⇒ **Détail des immobilisations financières et des provisions correspondantes**

	ENCOURS AU 31/12/2021		PROVISIONS AU 31/12/2021	
	TITRES	CCA/PRP	TITRES	CCA/PRP
PARTICIPATIONS EN CAPITAL				
Quote-part de capital >=10%	13 720 503,73		- 1 724 869,16	-
Quote-part de capital <10%	-		-	
INVESTISSEMENT COMPTE COURANT ASSOCIE		1 088 631,32	-	418 855,28
TITRES IMMOBILISES - OBLIGATIONS	840 000,00		- 545 000,00	
PRETS PARTICIPATIFS		85 635 638,82	-	8 856 228,75
PRETS PARTICIPATIFS CAP DEVELOPEMENT		110 482,23	-	55 525,50
PRETS BAO NATXIS		531 777,99	-	253 381,57
INTERETS COURUS SUR PRP		130 875,18		
TITRE PARTICIPATIFS	6 610 000,00		- 1 331 150,00	
TITRES ASSOCIATIFS	150 000,00		- 15 000,00	
OBLIGATIONS CONVERTIBLES	3 508 452,01		- 565 192,40	
IMPACT INVESTING SOUSCRIPTION	1 250 615,32		- 10 615,32	
BSA	23 535,28		- 8 041,68	
TITRES IMMOBILISES - OBLIG REMB EN ACTIONS - ESS	425 000,00		- 20 250,00	
PRETS PARTICIPATIFS - PIA		774 917,03		-
INT COURUS SUR OBLIG CONVERTIBLES	22 992,66			
INTERETS COURUS SUR CAP DEV		116,43		
INTERETS COURUS SUR BAO		17 778,32		
INTERETS COURUS SUR CCA		15 306,71		
CONTRAT AXA		29 830 051,27		
INTERETS COURUS SUR CONTRAT AXA		12 291 153,50		
SPIRICA	6 000 000,00			
NATXIS LIFE	6 000 000,00			
HUMANIS	7 000 000,00			
NEUFLIZE	4 000 000,00			
BNP MULTICIEL PRIVILEGE 2	4 000 000,00			
OBLIGATIONS BPCE	49 118 160,00			
INTERETS COURUS SUR AUTRES TIT IMMOBILISES	2 173 985,41			
INTERETS COURUS SUR TIT SUBORDONNES	577 382,16			
TOTAL	105 420 626,57	130 426 728,80	- 4 220 118,56	- 9 583 991,10

3.13. Créances

⇒ **Détail des créances et produits à recevoir**

Détail des créances et produits à recevoir		
	Exercice 2021	Exercice 2020
Débiteurs divers	1 333 377,53	2 145 224,64
<i>SUBVENTIONS HUMANIS A RECEVOIR</i>	182 133,21	307 722,62
<i>SUBVENTION MIROVA A RECEVOIR</i>	454 000,00	979 000,00
<i>DEBITEURS/CREDITEURS DIVERS AUXILIAIRE</i>	3 150,00	3 150,00
<i>ACTIONNAIRES DIVIDENDES A PAYER AUXILIAIRE</i>	67 411,71	67 411,71
<i>AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES</i>		11 233,83
<i>ETAT CREANCE DE CARRY-BACK</i>	273 058,66	320 254,33
<i>ETAT IMPOT/BENEFICES</i>	92 453,37	455 889,06
<i>ETAT AUTRES IMPOTS</i>	11 882,56	
<i>FOURNISSEURS AV ACPT COMM</i>	41 733,80	563,09
<i>RRR A OBTENIR ET AUTRES AVOIRS NON ENCORE RECUS</i>		
<i>PRODUITS A RECEVOIR</i>		
<i>FA A REGULARISER</i>		
<i>GEFA MEMBRES FACTURATION</i>	62 402,22	
<i>SOON CONVENTION AMORCAGE</i>	145 152,00	
TOTAUX	1 333 377,53	2 145 224,64

⇒ **Etat des échéances des créances de l'actif circulant**

Etat des échéances des créances			
Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Autres créances :			
<i>EDI conso</i>	3 150,00		3 150,00
<i>Fournisseurs avances et acomptes</i>	41 733,80	41 733,80	
<i>IS</i>	92 453,37	92 453,37	
<i>Autres impôts et taxes</i>	11 882,56		
<i>Carry back</i>	273 058,66	273 058,66	
Total	422 278,39	407 245,83	3 150,00

3.14. Valeurs mobilières de placement**⇒ Détail des valeurs mobilières de placement**

Détail du portefeuille			
Description	Solde au 31/12/21	Plus-values latentes	Moins-values latentes
Titres de créances négociables	299 998,00	-	
ALLIANZ GLOBAL INVESTOR	-		
AMUNDI ACT EURO ISR I C SIC 3D			-
Coupons courus MIROVA	5 574,37		
MIROVA GREEN SUST ID	6 479 626,28	371 863,20	
HYMNOS FCP 3	4 410 835,17	693 304,14	
ANAXIS SHORT DUR 14 FCP 4DEC	1 000 000,00	63 650,00	
Total	12 196 033,82	1 128 817,34	0,00

3.15. Disponibilités et concours bancaires courants

Les disponibilités sont constituées de soldes de comptes bancaires à vue évalués à leur valeur nominale pour 83 703 124€.

3.16. Charges constatées d'avance**⇒ Détail des charges constatées d'avance**

Détail des comptes de régularisation		
	Exercice 2021	Exercice 2020
Charges constatées d'avance	-	
Autres achats et charges externes	40,00	-
Commissions de garantie versées d'avance		
TOTAL ACTIF	40,00	0,00

3.2. PASSIF

3.21. Capitaux propres

Le capital est composé de 270 787 actions A et 2 628 925 actions B de 102,00 euros chacune.

⇒ **Tableau de variation des capitaux propres**

Tableaux de variation des capitaux propres				
Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
	A	B	C	D = A + B - C
Capital	254 735 718,00			295 770 624,00
<i>Dont actions A</i>	27 620 274,00			27 620 274,00
<i>Dont actions B</i>	227 115 444,00	42 399 258,00	1 364 352,00	268 150 350,00
<i>Dont actions C</i>	0,00			0,00
Primes d'émission	2 175 922,14	760 879,24	23 541,76	2 913 259,62
Réserve légale	613 292,42			613 292,42
Réserve statutaire	457 809,40			457 809,40
Réserve solidaire	7 380 746,33			7 380 746,33
Provisions réglementées	0,00			0,00
Report à nouveau	2 879 085,60		1 021 648,28	1 857 437,32
Résultat comptable	-1 021 648,28	1 057 679,91	-1 021 648,28	1 057 679,91
TOTAL	267 220 925,61	44 217 817,15	1 387 893,76	310 050 849,00

3.22. Provisions pour risques et charges

⇒ **Provision pour indemnité de mise à la retraite**

Le groupement d'employeurs GEFA a estimé au 31 décembre 2021 via la méthode dite du corridor une provision pour Indemnité de Fin de Carrière (IFC) s'élevant dans sa globalité à 86 020 euros. La quote-part de FAI sur 2021 pour les engagements pris par le GEFA a été comptabilisé à hauteur de 17 892 euros.

L'IFC résulte du calcul de la probabilité de présence des collaborateurs en CDI au sein du GEFA au moment de leur départ à la retraite. Les éléments pris en compte sont la table de mortalité, le turn-over (moyenne des turn-over des 5 dernières années / Personnes en CDI / sortie à l'initiative du salarié uniquement) et le montant des droits à indemnités.

⇒ Tableau de variation des provisions inscrites au bilan

Tableaux des provisions inscrites au bilan				
Situations et mouvements rubriques	Provisions au début de l'exercice A	Augmentations : dotations de l'exercice B	Diminutions : reprises de l'exercice C	Provisions à la fin de l'exercice D
Provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges	23 955,00	0,00	6 062,92	17 892,08
<i>pour litiges</i>	0,00			0,00
<i>pour risque des engagements par signature</i>	0,00			0,00
<i>pour amendes et pénalités</i>	0,00			0,00
<i>Autres provisions</i>	23 955,00		6 062,92	17 892,08
Provisions pour dépréciations	13 795 573,09	5 418 744,80	5 410 205,18	13 804 112,71
<i>sur immobilisations incorporelles</i>	0,00			0,00
<i>sur immobilisations corporelles</i>	0,00			0,00
<i>sur immobilisations financières</i>	13 795 573,09	5 418 744,80	5 410 205,18	13 804 112,71
<i>sur créances</i>	0,00			0,00
TOTAL	13 819 528,09	5 418 744,80	5 416 268,10	13 822 004,79

3.23. Dettes

⇒ Détail des dettes et charges à payer

Détail des dettes et charges à payer		
	Exercice 2021	Exercice 2020
CDC Convention SIFA-PIA	3 826 196,36	4 607 562,95
Intérêts courus à payer	980,54	1 056,86
Fournisseurs factures non parvenues	28 988,11	34 215,61
Dettes fournisseurs	102 837,27	66 910,31
Dettes fiscales et sociales	127,56	
Avances BPIFrance et FAG sur contentieux	4 705 771,90	5 524 444,75
Dettes FAG à régulariser	45 120,00	
Dettes FA à régulariser	70 000,00	
Autres charges à payer	485 199,65	743 057,79
Refacturation FA et GEFA	0,00	258 600,54
TOTAUX	9 265 221,39	11 235 848,81

⇒ **Etat des échéances des dettes****Etat des échéances des dettes**

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéance à plus d'1 an	Échéance à plus de 5 ans
CDC Convention SIFA-PIA	3 826 196,36	1 882 675,59	1 943 520,77	
Intérêts courus à payer	980,54	980,54		
Fournisseurs factures non parvenues	28 988,11	28 988,11		
Dettes fournisseurs	102 837,27	102 837,27		
Dettes fiscales et sociales	127,56	127,56		
Avances BPIFrance et FAG sur contentieux	4 705 771,90	4 705 771,90		
Dettes FAG à régulariser	45 120,00	45 120,00		
Dettes FA à régulariser	70 000,00	70 000,00		
Autres charges à payer	485 199,65	485 199,65		
Refacturation FA et GEFA	0,00	0,00		
Total	9 265 221,39	7 321 700,62	1 943 520,77	0,00

3.24. Produits constatés d'avance⇒ **Détail des produits constatés d'avance**

	Exercice 2021	Exercice 2020
Produits constatés d'avance	0,00	0,00
TOTAL PASSIF	0,00	0,00

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1 Chiffre d'affaires

La société n'a pas effectué de vente de marchandises en 2021. Elle a effectué des prestations de services proratisées au 31 décembre 2021 à hauteur de 1 682 K€. Elles sont relatives à des prestations de sourcing et d'expertise de projets dans le cadre du partenariat avec Mirova et Humanis

4.2 Informations relatives aux charges de personnel

Il n'a pas été comptabilisé sur l'exercice de charges de personnel. La facturation du GEFA a été traitée comptablement en charge externe.

⇒ **Tableau des charges de personnel**

Tableau des charges engagées via le GEFA		
	Exercice 2021	Exercice 2020
Salaires et traitements	1 852 211,63	1 873 522,54
Charges sociales et fiscales	0,00	
TOTAUX	1 852 211,63	1 873 522,54

4.3 Produits et charges d'exploitation

La convention cadre de répartition des frais communs entre l'association France Active, la SA France Active Garantie, l'association France Active Financement et la SAS FAI a été reconduite pour l'exercice 2021. Cette convention définit les conditions de partage des frais inhérents aux locaux et des frais communs de structure entre les entités signataires.

Au 31 décembre 2021 la part des charges refacturées à FAI s'élève à 655 K€.

4.4 Produits et charges financiers

• ⇒ **Tableau des produits financiers**

Tableau des produits financiers		
	Exercice 2021	Exercice 2020
Revenus des participations	2 013 016,34	2 174 150,24
Produits des placements	2 979 555,15	3 031 440,80
Frais de gestions des parts B		-
Rbt de garantie sur pertes survenues dans l'exercice		-
Reprises de provisions pour créances douteuses	5 410 205,18	3 228 176,75
Reprises de provisions sur placements	0,00	9 648,51
TOTAL	10 402 776,67	8 433 767,79

• ⇒ **Tableau des charges financières**

Tableau des charges financières		
	Exercice 2021	Exercice 2020
Dotations aux provisions sur participations douteuses	5 411 752,28	6 768 242,94
Autres charges financières	0,00	604 018,62
TOTAL	5 411 752,28	7 372 261,56

4.5. Produits et charges exceptionnels (dont produits et charges sur exercices antérieurs)

• ⇒ **Tableau des produits exceptionnels**

Tableau des produits exceptionnels		
	Exercice 2021	Exercice 2020
Produits de cession des participations en capital	0,00	0,00
Produits de cession des immobilisations financières	0,00	244 140,60
Autres produits exceptionnels	0,00	0,00
TOTAL	0,00	244 140,60

Tableau des produits sur exercices antérieurs		
	Exercice 2021	Exercice 2020
Produits divers sur exercices antérieurs	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00

• ⇒ **Tableau des charges exceptionnelles**

Tableau des charges exceptionnelles		
	Exercice 2021	Exercice 2020
Participations en capital cédées au cours de l'exercice		-
Pertes sur participations en capital survenues dans l'exercice	0,00	3 500,00
Pertes sur prêts participatifs survenues dans l'exercice	1 486 300,74	849 772,71
Autres pertes		
Dotations exceptionnelles	32 345,96	
Autres charges exceptionnelles		34 848,80
TOTAL	1 518 646,70	888 121,51

Tableau des charges sur exercices antérieurs		
	Exercice 2021	Exercice 2020
Charges diverses sur exercices antérieurs	-	-
TOTAL	-	-

5. AUTRES INFORMATIONS

5.1. Informations relatives à l'impôt

- ⇒ Tableau d'accroissements et d'allègements de la dette future d'impôt

Tableau d'accroissements et allègements de la dette future d'impôt		
		Montants
Accroissements	Provisions réglementées	
	Autres	0,00
	- Plus values nettes à court terme	
	Total Accroissements	0,00
Allègements	Provisions non déductibles l'année de comptabilisation	494 729,41
	- Provisions pour risques	75 790,24
	- Provisions pour charges	
	Quote-part plus-value long terme cession 12%	
	- Provisions sur les titres de participations	418 939,17
	Ecart de valeurs liquidatives sur OPCVM	0,00
	Autres (plus value latentes)	1 128 817,33
	- Reports moins values nettes à long terme	
	Total Allègements	1 623 546,74

- ⇒ Résultat fiscal de l'exercice et répartition de l'impôt

Résultat fiscal de l'exercice		
Calcul de l'impôt	Résultat fiscal	1 816 530,15
	IS à 15%	5 718,00
	IS à 26,5%	471 278,69
	Total impôt	476 996,69

	Résultat fiscal avant impôt	Impôt dû	Résultat net Fiscal
Résultat courant	297 883,45	476 996,69	-179 113,24
Résultat exceptionnel	1 518 646,70	0,00	1 518 646,70
TOTAL	1 816 530,15	476 996,69	1 339 533,46

5.2. Rémunération des dirigeants

Aucune rémunération n'a été allouée aux membres des organes administratifs et de direction de la société.

Aucun engagement, notamment en matière de pension, complément de retraite et indemnités assimilées, n'a été contracté à leur profit.

5.3. Honoraires des Commissaires aux comptes

En application des articles R 123-198 et R 233-14 du Code de commerce, il est fait mention à l'annexe du montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice, soit 28 000 € TTC.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

RESOLUTIONS ADOPTEES

24 mai 2022

PREMIERE RESOLUTION :

Sur proposition du Président, le Procès-verbal de l'Assemblée Générale de la société France Active Investissement du 11 mai 2021 est adopté. Le Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 janvier 2022 est adopté.

DEUXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport d'activités du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes, approuve les comptes annuels arrêtés à la date du 31 décembre 2021 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

TROISIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 quitus aux administrateurs de leur gestion et de l'exécution de leurs mandats.

QUATRIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat bénéficiaire de l'exercice 2021 de 1 057 679.91€ comme suit :

- 5 % à la réserve légale soit 52 884.00 €
- 50 % à la réserve statutaire soit 528 839.96 €
- Le solde au report à nouveau soit 475 955.95 €

CINQUIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, décide, à compter de ce jour et jusqu'à la date de la prochaine Assemblée Générale statuant sur la clôture des comptes, de fixer la valeur de souscription des actions à émettre par la société, et la valeur de rachat de ses propres actions par la société, au prix de 104,04€.

SIXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de la Mutuelle nationale Territoriale au Conseil d'Administration pour une durée de 5 exercices, soit pour une durée venant à expiration à l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes 2026.

SEPTIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes mentionnant l'absence de nouvelles conventions de la nature de celles visées à l'article L.227-10 et suivants du code de commerce, en prend acte.

HUITIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir notamment toutes formalités juridiques de publicité et de dépôt.

Le Président, Alexis MASSE